



Fatoumata SIDIBE
La force des convictions, le courage de les défendre !

7^{ème} candidate effective au Sénat

Députée bruxelloise
Auteure et artiste peintre
Cofondatrice et ex-présidente du Comité belge « Ni Putes Ni Soumises »

info@fatoumatasidibe.be
www.fatoumatasidibe.be

MOI, FEMME DE CULTURE MUSULMANE

Moi, citoyenne belge de culture musulmane, originaire du Mali, un pays où 90 % de la population est musulmane, où la religion influence fortement les lois, règlements et différents aspects de la vie quotidienne, où certaines coutumes et traditions rétrogrades perpétuent les discriminations à l'égard des femmes, où plus de 80% des filles sont victimes des mutilations génitales, où la polygamie est légale, où les mariages forcés sont imposés aux jeunes filles, où en matière d'héritage les femmes sont frappées du sceau de l'inégalité, où dès le plus jeune âge, on apprend aux petites filles que leur destin est de souffrir, de se résigner, de se soumettre, de se marier, de faire des enfants et de faire honneur à la famille,

Moi qui suis issue d'un pays où l'intégrisme islamique gagne du terrain avec comme corollaire la prolifération du port du voile, où les avancées législatives en matière de droits des femmes se heurtent aux pressions des autorités musulmanes, au nom de la paix sociale, de l'unité nationale, de la préservation des valeurs sociales et religieuses maliennes qui confinent les femmes dans des statuts de citoyennes de seconde zone,

Moi qui comme tant de consœurs ai eu la chance de m'épanouir et me réaliser en Belgique dans un espace de liberté que les femmes ont conquis par de longues et âpres luttes,

Je déclare que l'immixtion du religieux dans l'espace public et le détricotage de la neutralité de l'Etat n'augurent rien de bon pour la démocratie et les droits des femmes.

Je déclare que l'émancipation n'est pas un luxe réservé aux femmes occidentales, que l'égalité hommes/femmes n'est pas négociable, ajustable, en fonction des demandes, revendications de revendications culturelles, religieuses ou supposées comme telles émanant d'individus, de communautés, de groupes.

Je déclare que de nombreuses femmes musulmanes dans le monde relient combat contre les intégrismes religieux et promotion de la laïcité. Elles savent que certains laxismes sonnent comme des glas pour elles qui luttent et risquent leur vie leurs vies en Egypte, en Somalie, en Inde, en Iran, au Soudan, au Pakistan au Maroc, en Algérie, et ailleurs contre la polygamie, la lapidation, l'enfermement de leurs corps dans des linceuls ambulants, l'imposition du port du voile, la répudiation, l'excision, les crimes d'honneur.

Que dire à celles qui ont pris le chemin de l'exil et qui voient se reproduire sous leurs yeux un système de justice à la carte ou, selon que vous soyez de telle ou telle confession, religion ou philosophie, les jugements de la cour vous rendent blancs ou noirs ?

Peut-on, au nom de la tolérance, du relativisme culturel, du multiculturalisme, de la liberté de religion, demander à certaines femmes vivant dans nos pays d'avoir moins de droits ?

Je déclare que le voile est le symbole de l'instrumentalisation des femmes au nom de la religion, d'un projet politique totalitaire qui sème la terreur dans certains pays, de la tentative d'asservissement, de mise sous tutelle de la femme, de la séparation des espaces féminins et masculins, une supercherie des fondamentalistes musulmans pour réaffirmer leur domination sur le corps des femmes et, partant, sur leurs libertés. Dans certains quartiers certaines filles n'ont d'autre choix que de se voiler ou de faire attention à leur vêture pour ne pas subir les injures et le mépris de certains mâles auxquels on a appris que la vertu d'une femme est proportionnelle à la quantité de tissu qui la recouvre.

Je déclare qu'on atteint le summum de l'endoctrinement quand l'esclave intègre ses chaînes comme normales, lorsqu'elle ne peut plus penser autrement que par le prisme d'une société qui la convainc depuis la plus tendre enfance à travers les traditions, les cours de religion, les prêches que sa nature de femme la prédispose à occuper une position d'infériorité, de soumission. C'est cette même violence symbolique qui pousse les mères à infliger à leurs filles les violences comme le mariage forcé, les mutilations sexuelles génitales dont elles ont été elles-mêmes victimes.

Je déclare que toutes les femmes voilées ne sont pas soumises et que toutes les femmes qui ont les cheveux aux vents ne sont pas libres et émancipées mais que les filles et femmes qui portent le voile par attachement culturel, conviction religieuse, ou parce qu'on leur interdit de le porter, n'enlève rien à la signification politique de ce voile sacralisé par les islamistes et imposé via un prosélytisme de procureurs autoproclamés de dieu. Celles qui avancent l'argument de « c'est mon choix » devraient avoir la décence et la sororité de reconnaître l'oppression de celles qui n'ont pas le choix.

Je déclare qu'en Europe, les offensives des islamistes contre les droits des femmes renforcent celles des partis conservateurs, de l'Eglise catholique, des lobbies religieux très puissamment implantés dans les nouveaux Etats membres et qui s'emploient à faire reculer les droits des femmes au sein de l'Union européenne. Leur mot d'ordre : revenir à l'ordre archaïque de hiérarchie patriarcale qui renvoie les femmes aux devoirs que leur dicte leur nature, à leurs sacro-saintes obligations terrestres dictées par les hommes assistés par Dieu le père, le fils et les Saints Esprits sexistes. Pas d'amen ! C'est là que la société doit intervenir au nom des droits humains !

Je déclare que les conquêtes féministes en Occident n'ont pas été arrêtées dans leur marche pour l'émancipation par la peur de stigmatiser les églises opposées aux droits et aux libertés des femmes. Pourquoi l'islam serait-il soustrait à cette remise en question ? Ce qui est bon pour une religion ne le serait donc pas pour une autre ?

Je déclare que la majorité des citoyens de culture musulmane vivent leur foi, quand ils en ont, en toute tranquillité, qu'ils n'en peuvent plus d'être essentialisés, considérés comme un groupe homogène dont chacun des membres partage la même façon de penser, de vivre, assignés à résidence dans « une communauté » par une minorité vagissante qui leur impose un terrorisme psychologique, parle en leur nom et qui bénéficie d'un surcroît de respectabilité de la part de certaines tribunes médiatiques et politiques.

Je déclare que le silence des intellectuels musulmans modérés est aussi assourdissant que la clameur des relativistes, des obscurantismes et d'une certaine classe politique qui se soucie plus de calculs électoralistes et d'enjeux de pouvoirs que de proposer un véritable projet démocratique de vivre ensemble.

Je déclare que la peur d'être taxé de racisme a muselé bien de consciences, que nous avons accepté l'intolérable par peur d'être taxés d'intolérants. Que d'abandons en reculades, nos valeurs démocratiques régressent.

Je déclare qu'il y a urgence de légiférer. A l'Etat doit jouer son rôle de garant et de gardien des libertés fondamentales, où la liberté de croyance ou de non croyance est garantie dans le respect des valeurs fondamentales grâce à un cadre juridique qui pose des balises. Je lance un appel aux progressistes de tous les partis, pour qu'ils unissent leurs voix pour ne pas reporter, dans les enceintes des parlements, les projets, propositions de lois, décrets et ordonnances déposés par le Mouvement Réformateur concernant le port de signes convictionnels. Faire de la politique, c'est faire des choix. Il est minuit moins cinq ! Il ne s'agit pas d'une offensive contre les religions. Il s'agit de remettre les religions à leur juste place c'est-à-dire dans la sphère privée, de faire le choix d'une société qui ne se fractionne pas en fonction des particularismes mais qui s'unit sur des valeurs à vocation universelle.

Fatoumata Sidibé